

Réseau Sortir du nucléaire : une lettre de Stéphane Lhomme

Mercredi 2 juin 2010 - Aux groupes, adhérents et sympathisants du Réseau Sortir du nucléaire

NB : voir à la fin mes propositions pour l'AG des 19 et 20 juin 2010

Pour me contacter : stephane.lhomme@wanadoo.fr ou 05.56.63.26.54 ou 06.64.10.03.33

Introduction

Le Réseau Sortir du nucléaire traverse une crise gravissime qui met clairement en cause sa survie ou au moins sa continuation en tant qu'organisation véritablement antinucléaire. Actuellement, le Réseau est sous la coupe de personnes qui, pour arriver à leurs fins, n'ont pas hésité à organiser une fausse grève, à bafouer les statuts pour débarquer des administrateurs dignes et courageux, à me licencier brutalement, et à attaquer en justice des militants antinucléaires irréprochables.

Pour tenter de se "blanchir", ces gens ont lancé une pseudo consultation et font pour l'AG des 19 et 20 juin 2010 des propositions qui, en fait, sont déjà ficelées et qu'il ne reste plus qu'à adopter en l'état. Ce simulacre de "rénovation du Réseau" ne doit tromper personne et ne doit pas détourner l'attention des vraies problèmes : peut-on continuer avec un directeur qui a **délibérément** ouvert la crise du Réseau ? Peut on accepter des administrateurs qui attaquent en justice des militants antinucléaires ?

Voici mon propre point de vue sur cette triste affaire et mes propositions dans la perspective de l'Assemblée générale des 19 et 20 février 2010 et de la suite des événements. Vous pouvez rediffuser librement ce document pour contrebalancer, autant que faire se peut, la désinformation de ces véritables putschistes qui disposent, eux, de tous les moyens de communication du Réseau.

Une crise soigneusement préparée et délibérément ouverte

Avant toute chose, chacun doit savoir que la grave crise traversée par le Réseau Sortir du nucléaire n'est pas fortuite : elle a été **soigneusement préparée** par diverses personnes (dont certaines extérieures au Réseau, cf plus loin) et **délibérément ouverte par le directeur administratif Philippe Brousse**. Ainsi, dès le mois de novembre, dans le dossier qu'il a monté pour me licencier, il écrivait :

"Stéphane tire une importante part de sa légitimité, tant interne que publique, de son double statut de porte-parole et de salarié du Réseau. A partir du moment où ce statut lui sera retiré par son licenciement, sa légitimité se verra grandement amoindrie. Lui seront également retirés de droit l'autorisation de s'exprimer au nom du Réseau et les moyens de travail correspondant à son poste. Une communication adaptée devra être faite auprès des associations membres du Réseau pour leur expliquer la situation"

Chacun pourra constater le cynisme émanant de ces considérations. Les putschistes étaient parfaitement conscients des dommages qu'ils risquaient causer au Réseau, mais ils pensaient que tout se passerait "bien", sous-estimant gravement la juste réaction de nombreux adhérents.

Les dessous de la crise

Pourquoi cette crise a-t-elle été délibérément ouverte ? En partie pour des raisons internes : le directeur administratif voulait **un pouvoir bureaucratique total** (voir plus loin), et certains salariés se voyaient bien à ma place... ce qui est désormais le cas. (Ils n'ont pas compris que le fait de s'exprimer parfois dans les médias n'est pas une gratification mais juste un moyen de faire connaître les positions du Réseau. Et il n'ont pas compris que "passer dans les médias" est le résultat d'un travail acharné : il ne suffit pas de se décréter porte-parole pour que les micros se tendent).

Mais ce serait une erreur de croire que la crise du Réseau est seulement une question interne. En effet, depuis plusieurs années, le directeur administratif rêvait de rapprocher le Réseau des associations écologistes "raisonnables" (comme FNE, WWF, etc), participant au Grenelle de l'environnement (malgré l'interdiction d'y parler de nucléaire !), invitées de temps à autre à l'Élysée pour cautionner la politique "écologiste" de l'État, etc.

Ces organisations supportaient mal le positionnement clairement antinucléaire du Réseau qui, par comparaison, faisait trop ressortir leurs compromis ou leurs compromissions. Sachant que j'étais porte-parole du Réseau depuis 8 ans et que, avec d'autres, je m'assurais que le Réseau restait bel et bien fidèle à ses engagements antinucléaires, quitte à pointer parfois les positionnements ambigus de certaines associations (FNE, WWF, etc) ou personnalités (Arthus-Bertrand, etc), il est clair que **mon élimination** (et celle des administrateurs militants) **convient à tout ce petit monde...**

Par ailleurs, des mouvances écologistes entendent désormais faire alliance avec le très pronucléaire PS pour les élections à venir (présidentielle, législatives, etc) : il est clair que certains souhaitent que le Réseau reste tranquille et ne vienne pas tout gâcher avec un petit "détail" appelé nucléaire...

La preuve par l'Ultimatum climatique

Ces divergences se sont cristallisées fin 2009 autour de l'affaire de l'appel **Ultimatum climatique**. Lancé par Greenpeace et le WWF avant le sommet de Copenhague sur le climat, cet appel demande à M Sarkozy de "*prendre la tête de la lutte contre le changement climatique*" mais, "oubli" aussi grave que délibéré, **sans préciser qu'il ne fallait pas utiliser le nucléaire à cet effet** (alors que, justement, M Sarkozy ne cesse de promouvoir le nucléaire pour "sauver la planète").

Des discussions vives - pour ou contre signer cet appel - ont eu lieu en octobre et novembre. Philippe Brousse, son assistant X. Rabilloud ainsi que la nouvelle porte-parole Charlotte Mijeon se sont violemment engagés pour cet appel, la majorité du CA et moi-même contre. Finalement, à la mi-novembre, **le Conseil d'administration du Réseau a rejeté la signature de cet appel**.

C'est précisément en réaction (voir ci-dessous les 20 et 26 novembre) à cette décision qu'a été lancée la cabale qui a finalement permis de me licencier et de débarquer au passage les courageux administrateurs (dont Didier Anger) qui avaient pris position contre Ultimatum climatique ET refusé mon licenciement.

Bien sûr, les putschistes se sont bien gardés de porter la discussion sur le plan du débat d'idées, sachant qu'ils seraient **totalelement minoritaires** dans le Réseau, comme l'a montré l'adoption lors de l'AG de février de la motion proposée par mon groupe local, Tchernoblaye : "*Concernant le climat, le Réseau ne signera aucun texte qui n'écarte pas **explicitement** l'option nucléaire*". Se sachant marginalisés sur le fond, les putschistes ont donc eu recours à la calomnie et aux accusations les plus basses contre la majorité du CA et contre moi.

Chacun aura noté que des représentants d'associations écologistes nationales (APE, RAC, etc) ont **directement participé au putsch** lors de l'AG de février. C'est ainsi que, en contradiction avec les statuts (qui prévoient le renouvellement annuel d'un tiers seulement du CA), tous les administrateurs ont été débarqués et remplacés par d'autres... dont certains **que personne n'avait jamais vu auparavant** ! Oui, il y a actuellement au CA du Réseau des gens sortis de nulle part, mais qui n'y sont certainement pas par hasard.

Une cabale politique masquée par des accusations bidons

Pour ceux qui douteraient encore que mon élimination soit le résultat d'une cabale, j'invite chacun à prendre note de ces deux faits séparés de 6 jours à peine :

20 novembre 2009 : la salariée Nouara Scalabre envoie à 11h17 sur la liste Copenhague2009 (qui regroupait le CA, les salariés, et des personnes extérieures proches) un mail explicite : "*Nous sommes plusieurs salariés du réseau à être **accablés** par le retrait du réseau d'Ultimatum climatique*".

26 novembre 2009 : douze salariés écrivent au directeur (qui en réalité, a sollicité et co-rédigé ce courrier) **pour lui demander de me licencier**... mais sans aucunement évoquer l'Ultimatum climatique : subitement, je serais devenu un véritable tortionnaire qui les harcèlerait !

Six jours ! Et même quatre en décomptant le week-end : juste le temps pour le directeur de rédiger une écœurante lettre de délation et de la faire signer par les salariés... dont plusieurs m'ont avoué être "obligés" de signer, "pour soutenir leur directeur". L'un d'eux était embauché depuis 15 jours, **je ne l'avais jamais vu** !

Pour mémoire, depuis 8 ans, je travaillais à mon domicile en Gironde, à 600 km du siège de Lyon : qui peut sérieusement croire que je pouvais harceler à distance un groupe de douze personnes, soudées entre elles et surtout au directeur administratif et au directeur financier ? D'ailleurs, aucune preuve de ce "harcèlement" (de supposées menaces et insultes !) n'est apportée, et pour cause : tout est inventé.

D'autre part, **je n'ai jamais eu le moindre pouvoir hiérarchique sur qui que ce soit**. Pendant que Philippe Brousse construisait sa carrière bureaucratique (il **cumule** aujourd'hui les postes de directeur, directeur administratif et DRH !), je suis resté un salarié ordinaire et, surtout, un militant de terrain (avec mon groupe local Tchernoblye). C'est aussi cela que mes "collègues" de Lyon me reprochaient sans l'avouer, eux qui vivent sur l'argent militant... mais sans jamais "militer" ailleurs qu'au bureau !

On note d'ailleurs, dans les modifications des statuts édictées par le directeur et le CA provisoire, **l'interdiction pour un salarié de représenter un groupe à l'AG**. C'est clair : pour eux, les salariés du Réseau ne doivent pas être des militants !

Une fausse grève pour "**ficeler**" l'AG de février 2010

Le 3 janvier 2010, le CA a logiquement et courageusement rejeté mon licenciement et même toute sanction contre moi. Mes "chers collègues" se sont alors "spontanément" mis en grève pour obtenir mon licenciement. Il s'agit d'**une honte indélébile pour le Réseau** : des salariés en grève pour faire licencier un autre salarié qui, faut-il le rappeler, n'avait aucun pouvoir hiérarchique sur eux.

Qui plus est, il s'agissait en réalité d'une **fausse grève** puisqu'ils avaient dès le départ l'assurance d'être payés (le "directeur financier" du Réseau, Jacques Caclin, était d'ailleurs parmi les "grévistés" !) Finalement, **en poussant leur fausse grève jusqu'à l'AG des 6 et 7 février**, les salariés ont réussi à faire débarquer les administrateurs dignes et courageux qui s'étaient opposés à mon licenciement ET à la signature d'Ultimatum climatique. Les nouveaux administrateurs ont au contraire été choisis pour leur soumission au directeur.

Bien sûr, on peut se demander pourquoi l'AG, composée majoritairement de gens de bonne foi, a accepté ce véritable coup de force. L'explication est simple : avec le plus grand cynisme, les salariés ont exposé que, étant en grève, ils n'ouvraient plus le courrier, les dons n'entraient donc plus, les finances s'effondraient et le Réseau allait sous peu disparaître.

Par contre, si tout le CA était débarqué, les salariés accepteraient alors d'arrêter la grève et de ne pas tuer le Réseau ! C'est donc par ce **chantage indigne** que les "grévistés" ont réussi leur coup, en menaçant de couler le Réseau. Comment leur faire encore confiance ?

Un nouveau CA... à la botte

Il est à noter que, lors de la préparation des AG, seul le directeur administratif détient la liste des inscrits et il ne s'est pas gêné pour utiliser les moyens du Réseau pour présenter la crise à sa façon, mais aussi pour s'offrir **à nos frais** le concours d'un avocat (autre que Me Busson, l'avocat habituel du Réseau) avec lequel il a préparé le débarquement des administrateurs et les procédures contre moi.

Le nouveau CA, installé par les salariés, ne leur apporte logiquement aucune résistance. A peine élu, il a ainsi voté (comme prévu à l'avance) le paiement intégral des jours de "grève" et, **comme dans une organisation stalinienne**, il a décidé que je devais faire **des excuses par écrit** au directeur et au directeur financier (ce que j'ai bien sûr refusé de faire).

Et enfin, à la demande express du directeur administratif, le CA a voté mon licenciement début avril **en bafouant le vote de l'AG** du 7 février qui a interdit tout licenciement d'ici juin 2010.

Une plainte en justice qui humilie le Réseau

Pire : se pliant à l'exigence du directeur administratif, le CA a déposé début avril **une plainte en justice "contre Stéphane Lhomme et contre X"**. Il s'agit là d'un acte gravissime : d'habitude, les militants antinucléaires sont perquisitionnés sous la pression du lobby nucléaire. Cette fois-ci, la police va intervenir... envoyée par les actuels dirigeants du Réseau Sortir du nucléaire (directeur et CA). **Honte à eux.**

Derrière les prétextes avancés ("*faux, usage de faux, atteintes au système automatisé de données de l'association*"), pour faire croire que des actes graves ont été commis, les putschistes visent en réalité la simple diffusion d'une lettre des 8 administrateurs qui ont été "débarqués" en février : désormais, dans le Réseau, il est interdit de discuter (sauf à passer sous les fourches caudines du directeur administratif)

Cette plainte en justice étant en cours, je ne souhaite pas en dire plus pour le moment, mais il faut savoir que **je n'ai strictement rien à me reprocher dans cette affaire** qui, à nouveau, relève de la manipulation et de la désinformation : il fallait bien trouver (et même inventer) un prétexte pour me licencier...

Le Réseau reste hélas signataire de l'appel Ultimatum climatique

De façon édifiante, le CA actuel et le directeur administratif bafouent une décision d'AG en maintenant la signature de l'appel "Ultimatum climatique" (Cf <http://ultimatum-climatique.org> ; Bandeau défilant du bas : "Ils soutiennent l'appel"). Pourtant, une motion proposée par mon propre groupe (Tchernoblaye) a été adoptée par l'AG le 7 février et dit que "**Concernant le climat, le Réseau ne signera aucun texte qui n'écarte pas explicitement le recours au nucléaire**". Mais la signature du Réseau est maintenue sous l'incroyable prétexte que la motion.... ne serait pas rétroactive : voilà une écœurante méthode bureaucratique permettant de bafouer la volonté de l'AG et d'enterrer le positionnement antinucléaire du Réseau.

Conclusion : verdict le 21 juin 2010

Mon modeste cas personnel est réglé : licencié, je "travaille" désormais au Pôle emploi. Mais il faut être clair : le Réseau ne peut, ne doit pas continuer après l'AG de juin 2010 avec les gens qui ont organisé des cabales, licencié tels des patrons-voyous, débarqué illégalement des administrateurs intègres, dévoyé l'engagement antinucléaire du Réseau et finalement **attaqué des antinucléaires en justice.**

Les participants à l'AG des 19 et 20 juin doivent prendre leurs responsabilités : si le directeur, le directeur financier, et les administrateurs putschistes sont toujours en place le 21 juin, comme si de rien n'était, alors le Réseau sera définitivement décrédibilisé et sera **même passé du côté de nos adversaires.** Il faudra alors en tirer toutes les conséquences. L'AG de juin est la dernière chance pour sauver le Réseau...

Annexe 1 - Des méthodes écœurantes

J'ai été **licencié le 8 avril**. Pourtant, le mandat donné par l'AG des 6 et 7 février 2010 au CA provisoire **excluait explicitement tout licenciement** d'ici la prochaine AG prévue les 19 et 20 juin...

Par ailleurs, fait extraordinaire, une salariée (Nadège M) a **directement participé à la préparation de mon licenciement** avec le directeur administratif et son avocat, comme en atteste un e-mail... qu'elle m'a envoyé en copie par inadvertance. C'est une honte définitive pour cette personne... et hélas pour le Réseau.

Début mars, ma connexion Internet et ma ligne téléphonique **personnelles** (à mon nom et à mon domicile) avaient été résiliées par des manœuvres menées par le directeur administratif qui s'est fait passer pour moi auprès de Free et de France télécom (j'ai depuis réussi à récupérer mes abonnements).

Les e-mails envoyés **entre le 1^{er} mars et le 12 mai 2010** à mon ancienne adresse stephane.lhomme@sortirdunucleaire.fr ont été **volés et lus** par le directeur administratif avec la collaboration de la webmestre. Ce n'est que le 12 mai, à la réception d'une lettre recommandée de ma part, qu'ils ont désactivé mon ancienne adresse.

Annexe 2 - Des salariés... qui veulent dépendre d'un chef suprême

La plupart des salariés ont été recrutés par le directeur administratif qui a tout pouvoir sur eux... mais pas sur moi : signé en 2002, mon contrat précisait que je travaillais "*selon les instructions du Conseil d'administration*". Intolérable pour le directeur administratif qui exige que tous les salariés lui soient soumis, et qui voulait rapatrier à Lyon la communication, dernier secteur qui échappait encore à son emprise. C'est désormais chose faite.

Constatant que la majorité du CA résistait à la grève et refusait de me licencier, mes collègues ont revendiqué "**l'égalité de traitement**". Cette formulation trompeuse a laissé croire à beaucoup de gens qu'il s'agissait d'une simple revendication salariale. Il s'agissait en réalité **de me faire placer comme eux sous l'autorité de leur chef**. Cette supposée "égalité de traitement" d'ailleurs ne va pas jusqu'à remettre en cause les statuts supérieurs du directeur et du directeur financier. Quel manque de dignité...

Annexe 3 - Des avertissements... à la place des félicitations

Pour tenter de me nuire et de "justifier" la procédure de licenciement lancée contre moi, le directeur administratif et les salariés de Lyon ont mis en avant le fait que j'avais reçu par le passé plusieurs rappels à l'ordre.

D'abord, les salariés ne sont pas censés être informés des sanctions de leurs collègues. Or, non seulement ils en sont informés mais ils se sont autorisés à s'en saisir pour s'adresser au directeur et au CA et demander mon licenciement ! Mais le pire est que ces sanctions ont toutes été demandées (et hélas obtenues) par le directeur administratif et que ces sanctions sont injustifiées.

Par exemple, fin 2008, j'ai été averti pour avoir lancé d'urgence, avec l'avocat du Réseau, un référé pour tenter d'empêcher EDF de lancer une opération dangereuse (récupérer des barres de combustible "suspendues" au dessus du cœur du réacteur) au moment même d'une manifestation devant la centrale nucléaire du Tricastin.

Le directeur administratif, lui, n'a pas levé le petit doigt pour protéger les manifestants (il est vrai qu'il ne s'était pas déplacé, contrairement à moi !). Par contre, il a obtenu un avertissement contre moi parce que j'avais "seulement" informé le CA de la démarche du référé au lieu d'organiser un vote formel...

Annexe 4 - Réponse à ma lettre de licenciement

Les "patrons-voyous" qui se sont accaparés le Réseau me mettent au défi de publier ma lettre de licenciement : non pas pour faire œuvre de transparence, mais pour pouvoir ensuite **la diffuser telle quelle, sans mes réponses**. Il est donc hors de question que je leur fasse ce cadeau mais, comme je n'ai rien à cacher, j'ai rédigé un document présentant point par point les accusations portées contre moi... et mes réponses.

Cf ici : <http://reseau.democratie.free.fr/Reponses-lettre-licenciement.pdf>

Annexe 5 - Des associations "adhérentes" qui apparaissent subitement

Le nombre des associations adhérentes a brutalement augmenté juste avant l'AG de février 2010, de même que le nombre de procurations (qui, en quasi-totalité, ont servi à voter en faveur du putsch !). Le règlement intérieur prévoit qu'une liste des nouveaux groupes adhérents est établie à chaque début de trimestre or, malgré de nombreuses demandes, impossible d'obtenir la liste de ces associations subitement apparues début 2010. Sommes-nous au Réseau ou bien dans une organisation verrouillée par une mafia ?

Annexe 6 - Un "manager" au Réseau Sortir du nucléaire

Pour illustrer la situation interne qui prévaut actuellement dans le Réseau, voici ce qu'écrivait le directeur administratif Philippe Brousse, le 10 janvier 2010, au Conseil d'administration :

*"Je vous rappelle que, selon l'avenant à mon contrat de travail, mes fonctions de Directeur Administratif et des Ressources Humaines **ne font l'objet d'aucune limitation de la part du conseil d'administration**. (...) Sont notamment concernées les procédures disciplinaires, parmi lesquelles **toute procédure de licenciement**."*

La réalité est brutale : pendant que nous agissons contre le nucléaire, lui mène une carrière de "manager", avide de sanctionner et licencier. Il ferait mieux d'être DRH à France télécom (il a d'ailleurs déjà poussé un salarié à la dépression puis à la démission. Cf <http://reseau.democratie.free.fr/PE-WECK.pdf>)

La situation actuelle est d'autant plus affligeante que le Réseau "Sortir du nucléaire" a été construit de façon à éviter - du moins le pensait-on - les prises de pouvoir : il n'y a pas de Président mais un Conseil d'administration (CA) de neuf membres, aucun d'eux n'ayant plus de pouvoir que les autres.

<p>IMPORTANT : les projets de modification des statuts prévoient de limiter le nombre de mandats des administrateurs à 6 ans pour écarter "<i>la tentation pour un administrateur de "s'installer à demeure" avec le risque d'un accaparement des pouvoirs</i>". Fort bien, mais le directeur est là depuis 12 ans lui, et il s'est accaparé tous les pouvoirs ! Il doit donc partir. Idem pour le directeur financier.</p>

PROPOSITIONS POUR L'AG des 19 et 20 JUIN 2010

1) Retirer la confiance au directeur administratif Philippe Brousse

Comme expliqué ci-dessus, c'est le directeur administratif qui a froidement et délibérément ouvert la crise qui mine le Réseau depuis des mois et met en cause sa survie. Il n'est certes pas le seul à avoir souhaité et préparé cette crise, mais **c'est par lui que tout est passé**, dans la mesure où, au fil du temps, il s'est accaparé tous les pouvoirs dans le Réseau.

Seule l'Assemblée générale du Réseau peut mettre le holà à cette prise de pouvoir bureaucratique et dénoncer le lancement délibéré de la crise. Il faut voter une "**motion de défiance**" (retrait de la confiance). Ce sera alors au directeur administratif et/ou au futur CA **d'en tirer les conséquences**.

2) Imposer un audit des finances du Réseau

Alors que nous dénonçons l'opacité du lobby nucléaire, il se trouve que les militants et sympathisants du Réseau sont empêchés de savoir ce qui est réellement fait **avec leur argent** (cotisations, dons). Un exemple parmi d'autres : des faits très curieux ont eu lieu lors de la campagne pour le climat, comme le voyage à Copenhague de tous les salariés et administrateurs fidèles au directeur administratif !

L'Assemblée générale du Réseau doit exiger **la transparence financière absolue** par la mise en œuvre d'un véritable **audit financier** qui doit être réalisé par une structure extérieure.

3) Condamner la plainte en justice en votant contre le rapport d'activité du CA

Le CA provisoire a été élu pour 5 mois, de février à juin 2010, sur une feuille de route purement technique afin de préparer l'AG de juin. En réalité, ce CA s'est conduit comme une faction agissant au service du directeur administratif, en particulier en stigmatisant les anciens administrateurs, en me licenciant, et finalement **en déposant une plainte en justice contre ces ex-administrateurs et contre moi**.

L'AG du Réseau peut condamner ce triste bilan, et en particulier le dépôt de plainte en justice, **en votant contre le rapport d'activité**.

DES "TUYAUX" POUR L'AG DE JUIN 2010

Six mois de crise et de cabales ont permis de comprendre les méthodes insidieuses du directeur et du CA actuel, et les "arguments" mensongers qu'ils diffusent. Voici donc quelques "tuyaux" en prévision de l'AG.

Un licenciement ne peut pas être "justifié"... par ses propres conséquences ! Les putschistes tentent de justifier mon licenciement par mes réactions et protestations véhémentes... suite à ce licenciement ! Les accusations écoeurantes avancées auparavant pour me licencier (menaces, insultes, etc) sont des affirmations gratuites qui ne sont étayées par aucune preuve, et pour cause : tout a été inventé.

Des attaques dans la presse. Les putschistes prétendent que les ex-administrateurs et moi-même avons porté l'affaire dans les médias alors que ce sont eux qui l'ont fait, y agitant à mon encontre les accusations les plus diffamatoires (cf par exemple accusations mensongères de P. Brousse dans Politis : "menaces, insultes, etc").

Une "radicalisation" de circonstance. On peut noter ces derniers temps une surprenante multiplication et radicalisation des communiqués du Réseau (qui sont néanmoins très mal fagotés et **totalemt ignorés par les médias**). On pourrait se féliciter de cette soudaine "radicalité" mais ne soyons pas naïfs : il s'agit juste pour les dirigeants actuels de présenter un visage antinucléaire lors de l'AG des 19 et 20 juin, avant de reprendre ensuite la pente glissante vers un Réseau édulcoré et institutionnalisé.

Un pseudo processus de "refondation"... pour détourner l'AG. Le directeur et le CA provisoire ont lancé par Internet un pseudo processus de "refondation" avec une commission qui pourrait aboutir en 2011 ou 2012. C'est bien connu, "*quand on veut enterrer un problème, on crée une commission*". L'objectif réel de ce processus est d' "occuper" les participants à l'AG et détourner leur attention des responsabilités écrasantes du directeur, du directeur financier et du CA provisoire dans la crise du Réseau.